



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° DRP 2024-144
DU 26 SEPTEMBRE 2024

PROJET TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Nous, Maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notre arrêté n° 50/2021 en date du 12 octobre 2021, portant délégation de fonctions à Monsieur Georges Hoyaux, conseiller municipal délégué auprès du Maire, chargé de la tranquillité publique,

Vu l'arrêté municipal n° DRP 2017-823 en date du 18 décembre 2017, réglant le stationnement payant, modifié,

Vu l'arrêté municipal n° TEQ 2022-387 en date du 19 mai 2022, relatif aux emplacements de stationnement réglementé, zones bleues et emplacements réservés,

Vu l'arrêté municipal n° TEAQ 2024-067 en date du 24 janvier 2024, relatif aux emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, modifié,

Vu l'arrêté municipal n° TEAQ 2024-160 en date du 16 février 2024, relatif au stationnement réglementé en zone bleue-20 mn, modifié,

Vu la demande formulée par la direction emploi Laval Agglomération, dans le cadre du projet Territoire zéro chômeur de longue durée et en partenariat avec l'Entreprise à But d'Emploi VALORISONS 53, de proposer une prestation de nettoyage des véhicules personnels des agents, sur le lieu de travail,

Considérant qu'à cette occasion, il est nécessaire de réglementer le stationnement,

ARRÊTONS

Article 1er

Le stationnement sera interdit :

du lundi 7 octobre 2024, 8 h 00 au vendredi 18 octobre 2024, 18 h 00
sur 3 places de parking devant la Maison des associations (places signalisées livraison).

du lundi 4 novembre 2024, 8 h 00 au vendredi 15 novembre 2024, 18 h 00
sur 3 places de parking devant la Maison des associations (places signalisées livraison).

Article 2

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner seront mis en place aux endroits voulus par le service de la voirie municipale 48 heures à l'avance pour signaler ces dispositions aux usagers.

Article 3

Des barrières seront déposées par le service technique, et mises en place par l'entreprise à But d'Emploi. L'entreprise à But d'Emploi sera responsable du maintien en place des barrières pendant les interventions ainsi que de leur enlèvement à l'heure de fin d'interdiction de stationner, et devront les regrouper sur le trottoir de telle sorte qu'elles n'entravent ni la circulation, ni la sécurité des piétons.

Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant seront enlevés par l'entreprise de la fourrière des véhicules habilitée à cet effet, et sur réquisition des services de Police, en application de l'article R.417/10 du Code de la Route.

Article 5

Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à dater de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 6

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,
pour le Maire et par délégation,
le conseiller municipal délégué
chargé de la tranquillité publique

Signé : Georges Hoyaux

Mis en ligne le : 27 septembre 2024

Exécutoire le : 27 septembre 2024